

## ORGANISATION DE L'ÉTUDE

Le Comité a été créé le 23 mai 1980 et il s'est rendu compte, dès le début de son enquête, qu'il lui fallait interpréter dans une certaine mesure son ordonnance constitutive. Il fut décidé que *l'énergie de remplacement* désignerait les sources d'énergie, les technologies d'énergie et les combustibles (devises énergétiques ou porteurs d'énergie) qui ne sont pas encore exploités sur une grande échelle au Canada. La liquéfaction du charbon, par exemple, est une entreprise commerciale en Afrique du Sud mais ce n'est pas une technologie qui est utilisée au Canada, de sorte qu'elle représentait un bon sujet d'étude. Au début, les sujets suivants avaient été choisis: la biomasse, la conversion du charbon, la production d'électricité à cycle combiné, le chauffage de quartier, la combustion sur lit fluidisé, les piles à combustible, l'énergie de la fusion, l'énergie géothermique, les pompes à chaleur, l'hydrogène, les véhicules à propulsion non classique, l'énergie des océans, l'énergie solaire et l'énergie éolienne. A mesure que l'étude a progressé, cette liste a subi des changements et l'on a donc accordé une importance différente aux divers sujets.

L'ordonnance constitutive ne faisait aucune mention des sources d'énergie classiques du Canada: le pétrole brut, le gaz naturel, le charbon, l'hydro-électricité et l'électricité nucléaire. La conservation d'énergie n'était pas non plus mentionnée. Il est vite devenu évident qu'on ne pouvait étudier l'apport potentiel des énergies de remplacement à la filière énergétique du Canada sans considérer également la façon dont évoluerait l'éventail des énergies classiques. De même, on ne peut discuter de l'évolution d'une filière énergétique complexe sans étudier les incidences de la conservation. Autrement dit, bien qu'on ne nous ait pas demandé de dépasser le cadre de l'énergie de remplacement, nous n'avons pu faire autrement que de toucher à de nombreux éléments de la situation énergétique du Canada. Le Comité s'est donc vu face à une tâche considérable et, bien que le délai initial du 19 décembre 1980 ait été reporté au 15 mai 1981 pour la présentation du rapport, le temps a été une contrainte écrasante à l'entreprise du Comité.

Pour mener à bien cette entreprise, le Comité a fait appel aux services de la Bibliothèque du Parlement. Huit attachés de recherche du Service de recherche de la Bibliothèque, ayant de l'expérience en sciences et en économie, ont aidé le Comité à faire son enquête. Six de ces personnes ont travaillé avec le Comité du début à la fin.

Le 25 juin 1980, le Comité a commencé à tenir ses premières audiences publiques à Ottawa. Dans l'optique d'explorer la portée de son mandat, le Comité s'est servi de ces audiences pour poser les fondations d'enquêtes plus détaillées. Cette phase des activités du Comité s'est poursuivie jusqu'à la fin de juillet et a compté 16 audiences publiques.

Dans des annonces publiées vers la mi-juillet dans la plupart des quotidiens et dans un certain nombre d'hebdomadaires dans tout le Canada, le Comité a ensuite invité les personnes intéressées à lui présenter des mémoires sur l'objet de son mandat. Quelque 150 particuliers et organisations ont correspondu avec le Comité en réponse à ces annonces et la majorité ont présenté des mémoires variant en longueur et en complexité. Après avoir analysé ces mémoires à la fin août, le Comité a tenu des audiences publiques dans tous le Canada au mois de septembre. Ces déplacements ont permis au Comité d'entendre des exposés représentant l'opinion des membres du public en réponse aux annonces, de rencontrer des fonctionnaires dans chaque province et dans les territoires du Yukon et du Nord-Ouest et de visiter des installations intéressantes dans diverses régions du pays. Le Comité a visité les villes de Québec, Montréal, Toronto, Victoria, Vancouver, Edmonton, Regina, Winnipeg, Yellowknife, Whitehorse, Hay River, Saint-Jean, Halifax, Charlottetown et Fredericton.

En octobre, le Comité s'est tourné vers l'étranger. Répartis en sous-comités, les membres du Comité et du personnel ont visité les États-Unis, le Brésil, la France,